



Bienvenue

Je vous souhaite à tous la bienvenue à la première newsletter du Centre Maurits Coppieters.

Le CMC continue à chercher des alternatives aux cadres économiques et institutionnels actuels dans l'Union européenne, en promouvant et rendant hommage à sa diversité culturelle et linguistique. Nous cherchons également les moyens par lesquels la démocratie peut être pérennisée davantage, tout en permettant l'exercice du droit à l'autodétermination.

Pour la deuxième fois, le CMC a tenu son assemblée générale avec l'Alliance Libre Européenne et l'Alliance Libre Européenne Jeunes. Nous avons débattu de la crise économique et de la misère dont souffre une grande majorité de notre population. Certaines nouvelles très encourageantes ont, cependant, également percé. Notre organisation continue à prospérer et à se renforcer. Nous avons noué de nouvelles alliances et intégré de nouveaux membres précieux à notre Conseil scientifique consultatif. Nous avons ainsi pu constater une croissance de la mobilisation et de la dynamique des mouvements sociaux et politiques qui soutiennent le droit de décider.

L'heure est à l'autodétermination et nous souhaitons actualiser les fondements théoriques et le mandat démocratique de ce droit politique collectif, qui symbolise l'espoir de transformation sociale et de changements politiques de milliers de personnes dans nos pays. En 2014, nous espérons aussi mener de nouvelles activités dans les domaines de la fiscalité et des droits linguistiques, de la paradiplomatie et de la géopolitique des nations sans État, certaines d'entre elles étant portées par des membres qui lancent leur premier projet avec le CMC.

*Xabier Macias
Président du Centre
Maurits Coppieters*



De gauche à droite : Eric Defoort, Président de l'ALE, Günther Dauwen, Directeur de l'ALE et Xabier Macias, Président du Centre Maurits Coppieters, pendant l'assemblée générale en Galice (2014)

#TIME4SD

28 partis membres de l'Alliance Libre Européenne (ALE) se présenteront aux suffrages des électeurs lors de l'élection du Parlement européen (PE), en mai. Ils continueront à œuvrer pour plus d'autodétermination en Europe. Ils continueront à défendre les idéaux de l'ALE et à élargir notre représentation au Parlement européen. L'heure de l'autodétermination est venue. Notre heure est venue !

L'ALE reflète une tendance générale en Europe : des nations, des régions, des peuples ancestraux, actuellement sous la juridiction de divers États, réclament de plus en plus une autonomie

accrue ou l'indépendance pure et simple. Ils veulent ramener le pouvoir décisionnel à sa place : après les élections du PE, l'année 2014 verra deux référendums pour l'indépendance qui redéfiniront certainement les frontières du Royaume-Uni et de l'Espagne et redessineront la carte de l'Europe telle que nous la connaissons.

L'heure de l'autodétermination est venue ! L'heure d'une Europe des peuples a sonné !

La thématique de l'autodétermination occupe une place centrale pour l'ALE. Pour

nous, l'ère des États-nations impériaux, artificiels et créés par la force est révolue.

Nous pressons l'Union européenne de se préparer à accueillir de nouveaux États émergents. Nous pressons les décideurs européens de préparer un élargissement interne, un concept juridique inventé par le député européen ALE Neil MacCormick et développé ensuite par le Centre Maurits Coppieters.

L'heure de l'autodétermination est venue ! L'heure d'une Europe des peuples a sonné !

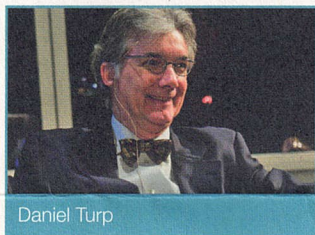
*Günther Dauwen
Directeur de l'ALE*



L'heure est venue !

Le CMC s'associe au débat sur l'autodétermination

Santiago de Compostela - Le débat a été organisé par le Centre Maurits Coppeters (CMC), l'Alliance Libre Européenne et l'Alliance Libre Européenne Jeunes à l'occasion de notre assemblée générale, en février.



Daniel Turp

Daniel Turp, conseiller au CMC et professeur de droit international et constitutionnel à l'Université de Montréal, Roccu Garoby, Président de l'ALEJ et conseiller sur le cadre financier pluriannuel pour le groupe Verts-ALE au Parlement européen (PE), et Lorena López de Lacalle, vice-président de l'ALE et secrétaire des relations internationales à l'exécutif national d'Eusko Alkartasuna, ont débattu des principaux défis politiques des prochains mois, en Europe.

Le débat, modéré par la journaliste Laura Pous Trull, fut encadré sous l'appellation « génération autodétermination ». Les trois orateurs conviennent que 2014 sera « l'année de l'autodétermination », notamment dans la perspective des référendums en Écosse et en Catalogne.

2014, Une année durant laquelle certains points clés du manifeste de l'ALE définiront sans nul doute la politique élaborée à Bruxelles.

Ils ont affirmé que l'Union européenne devra trouver une solution politique et pas juridique à l'indépendance hypothétique de la Catalogne et de l'Écosse, argumentant qu'il serait irréaliste d'exclure ces deux nations historiques de l'UE pour la simple raison qu'elles décident démocratiquement d'être indépendantes.

Sur le plan des langues, le rapport Alfonsi et ses



Roccu Garoby

avantages pour la protection et la promotion des langues minoritaires en Europe furent un des temps forts du débat. Les orateurs ont expliqué que le PE a fait un pas important dans la bonne direction et ont appelé à une action plus déterminée dans le futur pour protéger adéquatement ces langues.

Sur le volet économique, les orateurs ont souligné la nécessité de donner plus de pouvoirs aux régions et aux gouvernements locaux, plus proches des citoyens et généralement capables de mieux comprendre leurs besoins et leurs problèmes. Tous les orateurs ont regretté le taux de chômage élevé en Europe, particulièrement dans des États membres comme l'Espagne, et ont rappelé la nécessité de mettre en œuvre des politiques efficaces

pour aider les jeunes à trouver du travail.

Le débat a donné une belle opportunité aux trois organisations de l'assemblée générale d'expliquer leurs idées sur les problématiques en jeu.



Lorena López de Lacalle

Le public a pu participer au débat en posant des questions et en contribuant à alimenter une discussion qui sera au cœur de cette année 2014. Une année durant laquelle certains points clés du manifeste de l'ALE, notamment l'autodétermination, la nécessité de construire une UE plus transparente et plus démocratique ou l'urgence à surmonter la crise de la zone euro, définiront sans nul doute la politique élaborée à Bruxelles et le futur de l'Union européenne.

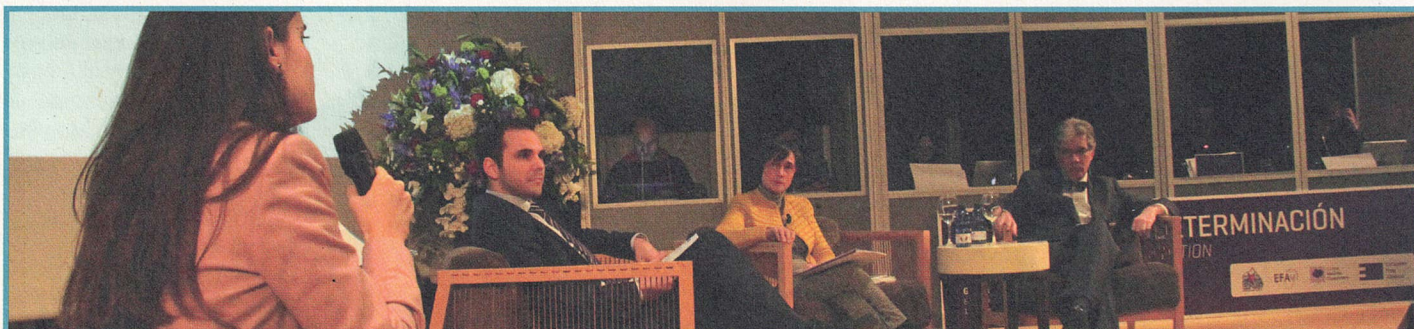


Table ronde sur le droit de l'autodétermination des peuples. Galice (Février 2014)



Alan Sadry pendant la conférence au Parlement Européen sur la redéfinition du droit de l'autodétermination.

Les peuples doivent décider.

Bruxelles - La récente conférence de l'Organisation des Nations et des peuples non représentés, au Parlement européen, a offert une plateforme idéale pour l'expression d'opinions sur l'autodétermination nationale et collective.

Inspirés par les précédents établis par la Charte des Nations Unies de 1945 et par la Déclaration des droits de l'Homme des Nations Unies de 1948, des peuples dans le monde entier tendent à s'affirmer dans le cadre d'une demande ascendante pour la reconnaissance de leurs traditions et de leurs régions. Les libertés individuelles devraient tout primer et

personne ne devrait être tenu d'accepter une pratique collective. Le développement communautaire devrait, cependant, être encouragé et un engagement démocratique, ou la volonté d'accepter de nouveaux processus démocratiques dans le cas d'une nation sortant du totalitarisme, devrait assurer l'acceptation de la position d'autodétermination par d'autres acteurs.

Les libertés individuelles devraient tout primer.

La pluralité de la citoyenneté est importante pour le progrès des sociétés. Nous devons, en parallèle, commencer à envisager des communautés

de « peuples » pouvant interagir à travers la paradiplomatie et la diplomatie culturelle. À long terme, il pourrait s'agir d'une voie plus féconde pour les libertés personnelles et collectives que l'organisation précipitée de ces peuples au sein de structures étatiques centralisées.

En fin de compte, les peuples doivent décider, sans entrave ni persuasion, de la manière dont ils conçoivent leur futur. C'est alors seulement que l'autodétermination à travers la délibération collective créera les conditions d'un environnement géopolitique plus harmonieux.

*Alan Sadry
Docteur en Sciences politiques*

Bruxelles ? On a un problème !



Jaume Garau

La politique régionale de l'UE a pour objectif de promouvoir une croissance économique plus harmonieuse entre les

différents territoires européens. Le problème est le manque de transparence des critères utilisés pour répartir les investissements européens dans les territoires d'un même État.

On note actuellement des anomalies : des régions dont les niveaux de revenus sont similaires bénéficient de volumes de financements européens très différents.

C'est le cas de l'Irlande du Nord, de la Flandre, des Iles Baléares... qui contribuent grandement aux budgets communautaires et reçoivent très peu d'investissements de l'UE. Les gouvernements des États membres doivent expliquer quels sont ces critères de répartition.

*Jaume Garau,
Docteur en économie*



Twitter

@YesScotland Mar 19

@NicolaSturgeon « Pour moi, le débat consiste à savoir quel type de société nous voulons que soit l'Écosse. » <http://bit.ly/1nDc093> #indyref

@Josep_Huguet Fév 15

Le rapport Alfonsi approuvé par le Parlement européen ouvre une voie pour obliger les États à reconnaître la diversité nationale. #Time4SD

@EUPARTYEFA Fév 14

L'UE doit contribuer à consolider le principe démocratique d'autodétermination, les États doivent la garantir. #Time4SD #EFA14 pic.twitter.com/dz0Dh9p1Uk

@AlynSmithMEP Mar 28

Selfie à l'aéroport de Cardiff avec la députée @Jill Evans en route pour Anglesey, moi pour l'Écosse après une belle @Plaid_Cymru campagne pic.twitter.com/Kwr9Qg1fQI



Jill Evans

INTERVIEW

Commençons par le dossier chaud de 2014, les référendums en Catalogne et en Écosse. J'aimerais votre avis à ce sujet.

Je pense que les deux référendums prévus constituent de réelles opportunités d'évoquer les droits démocratiques de base. Dans la mesure où la démocratie est un principe fondateur de l'Union européenne, je pense que chaque démocrate devrait être du côté des populations désireuses de tenir ces référendums. Après tant de mois à clamer qu'il ne commenterait pas ce qui constitue une affaire interne à un État membre, la déclaration du président Barroso sur l'Écosse est tout simplement scandaleuse. Il s'agit d'une tentative délibérée d'influencer le débat en Écosse.

Quel regard posez-vous sur cette déclaration d'indépendance par rapport à l'Union européenne ? Qu'advient-il de ces populations pour ce qui concerne la citoyenneté européenne ?

L'UE ne peut simplement pas continuer sur cette voie. Elle a traversé la crise économique, mais elle a atteint ses limites. Les choses doivent changer. Aujourd'hui, les peuples demandent davantage de démocratie et de responsabilité. Et je pense que le moment est venu d'agir en ce sens. Les référendums constituent un catalyseur pour de futurs changements à travers l'Europe aussi.

Que pensez-vous des actuelles politiques

linguistiques de l'UE ? Que devrait entreprendre l'UE lors de la prochaine législature pour assurer la continuité du travail réalisé dans ces matières ? Quelles sont les politiques à mettre en place pour autonomiser les langues minorisées ?

L'objectif, que l'on entend en permanence auprès de la Commission et d'autres institutions européennes, consistant à rapprocher l'Europe du peuple ne sera jamais atteint si vous ne parlez pas aux gens dans leur langue, au sens littéral. Les citoyens percevront toujours l'Europe comme un concept étranger et lointain. Dans des régions comme le pays de Galles, par exemple, si la langue ne constitue pas un critère dans la planification de nouveaux développements, nous verrons notre langue continuellement minée. Ici, au Parlement, nous pronons très souvent une évaluation d'impact environnemental sur tous les types de développements pour permettre également des évaluations d'impact linguistique. Il est important de souligner que la diversité linguistique peut réellement profiter à l'économie.

Où l'Union européenne devrait-elle, selon vous, consentir davantage d'efforts pour surmonter la crise ? Quelles sont les meilleures stratégies pour construire un modèle social européen durable d'État providence ?

Je pense que toute l'approche de la crise est mauvaise. Les politiques d'austérité en Europe ont causé une immense misère. Nous plaçons pour davantage



d'investissements et la création d'emplois. Nous avons perdu de vue l'objectif de l'Union européenne. Selon le Traité de Lisbonne, l'objectif consiste à aboutir au plein emploi. Nous devons être en mesure d'exploiter les fabuleuses ressources dont dispose le budget européen pour stimuler à nouveau l'économie. Nous devons nous concentrer à nouveau sur les gens et l'Europe sociale, car la crise économique a attiré toute l'attention sur l'économie et les marchés financiers. Les études montrent, en outre, que les petits États peuvent non seulement survivre, mais peuvent aussi se montrer réellement plus flexibles et plus forts que les grands États face à une crise économique en travaillant ensemble.

Nous devons nous concentrer à nouveau sur les gens et l'Europe sociale.

Je pense que nous devrions analyser de près des problématiques comme le salaire minimum, pour lesquelles je sais que l'UE n'a actuellement aucune compétence. Une sorte de revenu ou d'indemnité minimum rectifierait la situation actuelle. Nous avons toujours cru en la taxe sur les transactions financières. C'est une matière particulièrement populaire auprès des citoyens et c'est une manière pour les banquiers et les secteurs financiers de rembourser une partie

de tous les problèmes qu'ils ont causés. Je sais que les taxes européennes comme celle-ci ne seraient pas accueillies à bras ouverts (certainement pas au Royaume-Uni), mais dans ce cas, je pense que c'est quelque chose que nous devons soutenir ardemment.

Comment voyez-vous les prochaines élections européennes ? Quelles sont vos positions et quel regard posez-vous sur le déclin de la confiance des citoyens européens depuis le début de la crise ?

Il varie d'un pays à l'autre, mais on constate généralement un manque de confiance. Ce sont des élections très difficiles pour nous, car il est très compliqué de tenir un vrai débat sur les intérêts nationaux gallois et l'avenir du pays de Galles en Europe alors que le débat porte plutôt sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Les partis de l'ALE ont montré que nous pouvions faire la différence en étant un petit groupe au sein du Parlement. La plupart des matières abordées, comme l'égalité linguistique, les questions culturelles, la démocratie et le droit des petites nations ne figureraient pas du tout à l'ordre du jour sans nous. Ce sont des élections cruciales pour l'ALE ainsi que pour l'Europe. Nous devons, en effet, remettre ces matières en tête de l'agenda européen.

Editorial board - Xabier Macías, Günther Dauwen, José Miguel Martínez Tomey, Alan Sandry, Josep Vall and Antonia Luciani

Advisory Scientific Council - Luc Boeva, Xosé Manuel Nuñez-Seixas, Carmen Gallego, Josep Huguet, Jaume Garau and Daniel Turp

Coordination - Ignasi Centelles and Albert Sesé

In partnership with

